

1 mars 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à la télévision algérienne le 1er mars 2003, sur l'approfondissement des relations franco-algériennes, notamment en matière culturelle, la nouvelle politique de développement de l'Afrique (NEPAD), la coopération entre l'Union européenne et le Maghreb, les manifestations de l'année de l'Algérie et le refus du "choc des civilisations".

QUESTION - Bonsoir, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Bonsoir.

QUESTION - Vous nous faites un grand honneur de nous recevoir dans votre cabinet présidentiel.

LE PRESIDENT - C'est un plaisir.

QUESTION - Monsieur le Président, à la veille de cette visite, jour où vous nous accordez cette interview, je ne vais pas vous présenter, quoiqu'on me dit que nous sommes dans le salon des portraits, mais les téléspectateurs vous connaissent et je vais parler de quelques repères : élu plusieurs fois, plusieurs fois ministre, Premier ministre, Président de la République, réélu pour le deuxième mandat d'une façon triomphale et suite à des positions courageuses, vous devenez petit à petit un héros pour les pays musulmans et les pays arabes. D'ailleurs vous sauvez un peu l'Occident puisqu'il n'y a plus de regard sur l'Occident comme étant un porteur de guerre, de croisade, et vous sauvez un peu cette idée de dialogue entre les civilisations, les religions et les cultures.

Monsieur le Président, vous avez fait des oeuvres, des thèses, des réflexions, l'une s'intitule : "La France pour tous". Est-ce qu'aujourd'hui, Monsieur le Président, vous avez le même regard quand on sait les problèmes d'insertion, quand on sait qu'il y a un discours qui parle de l'instauration de l'autorité de l'Etat d'une part, et d'autre part de la cohésion et que la France doit rester un pays d'hospitalité et de démocratie ? Quel est le regard du Président de la République ?

LE PRESIDENT - La France doit naturellement rester un pays d'hospitalité, d'accueil et de démocratie. C'est ce qui, dans toute son histoire, a fait sa force. Et elle ne doit naturellement pas abandonner cette voie. Vous évoquez l'autorité de l'Etat, elle est indispensable si l'on veut assurer la cohésion nationale car lorsqu'il y a dérive, lorsque par manque d'autorité de l'Etat il y a des dérives, ce sont toujours les plus faibles qui en sont les premières victimes. D'autre part la France doit, plus que jamais je crois, notamment dans le monde occidental, être porteur de quelques valeurs fortes et nécessaires, qui sont d'abord le respect des autres, tant sur le plan intérieur qu'international, le dialogue des cultures que vous avez évoqué, le dialogue des religions. Rien de bon ne peut venir de la confrontation. C'est par le dialogue qu'on instaure la paix, une certaine sérénité et qu'on s'enrichit mutuellement.

QUESTION - Monsieur le Président . à la veille de votre visite à Alger. très attendue d'ailleurs de

...ment, Monsieur le Président, à la fois de votre visite en Algérie, des attentes à l'égard de part et d'autre, les observateurs parlent d'une visite historique et exceptionnelle, visite d'Etat. Où en est l'état de la visite justement ?

LE PRESIDENT - D'abord, je suis très heureux d'avoir l'honneur et le privilège d'être le premier Président de la République française à faire une visite d'Etat en Algérie. Cette visite s'inscrit dans un processus que nous avons engagé depuis quelques années et dont le point de départ, fort, a été la visite du Président Abdelaziz Bouteflika, il y a deux ans et demi et qui nous a, je dirais, convaincus l'un comme l'autre de la nécessité de reconnaître que la nature, la géographie, l'histoire, les intérêts de l'avenir justifiaient que l'Algérie et la France se donnent la main et, tout en reconnaissant leur passé, en connaissant ce qui a pu les opposer, aient le même regard sur l'avenir et empruntent ensemble la voie de l'avenir. Et c'est ce que je voudrais voir confirmer à l'occasion de cette visite d'Etat. C'est une vraie amitié entre deux peuples qui ont tout pour s'entendre.

QUESTION - Ces deux peuples qui doivent être tournés vers l'avenir, vers cette confiance et cette amitié, Monsieur le Président, doivent voir du concret. Sur le volet par exemple économique, nous avons vu qu'il y a un record du volume des échanges commerciaux entre la France et l'Algérie, bien sûr en faveur de la France car les Algériens restent fidèles à l'adresse commerciale française et la France, qui a 26 % du volume des échanges commerciaux, reste le premier partenaire des Algériens. Seulement les Algériens attendent un peu le retour de l'ascenseur. Vous connaissant personnellement comme un fervent militant du commerce français, de la coopération économique, est-ce que votre visite démontre la volonté politique, l'appel et l'encouragement aux investisseurs français à travailler un peu sérieusement avec les Algériens ?

LE PRESIDENT - Sans aucun doute et je crois pouvoir vous dire que les forces économiques françaises se tournent avec beaucoup de confiance, de sympathie, et d'espoir, vers l'Algérie. Beaucoup. Naturellement ces relations économiques doivent être fondées sur de bonnes relations politiques. Ces relations sont aujourd'hui excellentes, elles doivent se confirmer. C'est un peu d'ailleurs le sens de la déclaration solennelle puis du traité qui unira nos deux pays et que nous allons arrêter le Président Bouteflika et moi-même à l'occasion de ce voyage.

Ces relations doivent également s'enraciner dans un approfondissement de nos relations culturelles, dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la recherche. Nous devons renforcer considérablement les liens qui nous unissent, qui existent mais qui peuvent être renforcés. Et là encore, nous allons prendre un certain nombre d'initiatives très positives et très prometteuses. Sur ce socle à la fois, je dirais, politique et culturel, sur cette affirmation d'un avenir commun pour l'Algérie et la France, pour les Algériens et les Français, pourront se développer beaucoup plus facilement les relations économiques. Elles sont déjà en forte progression, il y a, je vous l'ai dit, une confiance, il y a des investissements français de plus en plus importants en Algérie. Il y a des réformes par ailleurs engagées par les autorités algériennes, notamment dans le domaine économique et social qui sont des réformes à la fois nécessaires pour s'adapter aux temps modernes et indispensables pour susciter et conforter la confiance des partenaires européens, mondiaux et naturellement français. Mais tout cela est bien engagé, nous devons le renforcer grâce, si vous voulez, d'abord et avant tout à l'affirmation de la confiance entre nous.

QUESTION - Cette confiance, Monsieur le Président, signifie-t-elle que vous allez aussi avec le Président Bouteflika faire un effort complémentaire quand il s'agit de la circulation des personnes, pour débureaucratiser un peu les lourdeurs administratives ?

LE PRESIDENT - Nous sommes tout à fait favorables à l'amélioration des conditions de circulation. Nous avons engagé ce processus, nous allons le développer, notamment pour lutter contre ce que vous appelez, à juste titre, les lourdeurs administratives, faciliter cette politique, qui s'exprime dans les deux sens. Je crois qu'aussi bien les autorités algériennes que les autorités françaises, conscientes des besoins et des souhaits des citoyens algériens ou des citoyens français, sont déterminées à aller dans ce sens.

QUESTION - Monsieur le Président, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, les Algériens étaient un peu tristes pendant des années de voir des médias français, quelques ONG françaises,

se placer derrière le "qui tue qui" et la France n'affirmait pas clairement sa position concernant la lutte contre le terrorisme. J'ai lu, aujourd'hui, dans l'interview que vous avez accordée à la presse algérienne, que la France, d'une façon claire est contre le terrorisme et coopère avec l'Algérie et avec les autres pays et condamne le terrorisme.

Est-ce que c'est à cause de l'après 11 septembre ou est-ce une conviction qui répond à une doctrine de la République française ?

LE PRESIDENT - Vous savez, d'abord, laissons en France chacun s'exprimer, c'est notre tradition, vous dites des ONG, des médias. Nous n'avons aucune raison de censurer telle ou telle voix qui veut s'exprimer, cela ne veut pas dire qu'elle s'exprime au nom de la France, naturellement. La France est, tout à fait et de façon délibérée, décidée à lutter contre le terrorisme. Elle a elle-même été victime du terrorisme sur son territoire national, à certain nombre de reprises ou à l'étranger, récemment encore à Karachi. Nous sommes déterminés à tout faire pour lutter contre le terrorisme, comme nous le faisons, par exemple, avec nos amis espagnols, pour lutter contre le terrorisme qui sévit chez eux, et déterminés à avoir, avec l'Algérie, une coopération aussi loyale, aussi efficace que possible pour lutter contre le terrorisme qui a malheureusement également ensanglanté l'Algérie. Et que nous condamnons naturellement sans réserve.

Aucune conviction ne peut justifier le terrorisme, justifier que l'on tue des innocents. Il n'y a pas d'idée qui puisse permettre de le justifier, on peut discuter mais on n'a pas le droit, personne, aucune religion, aucun état civilisé, aucun esprit un peu réfléchi, ne peut justifier le terrorisme sauvage, l'attaque bestiale contre des hommes, des femmes ou des enfants, au nom d'une idée, en général, déformée ou mal comprise.

QUESTION - J'arrive, maintenant, Monsieur le Président à la coopération politique.

LE PRESIDENT - J'ajoute que le grand danger de tout cela, c'est également la tentation de certains d'utiliser la religion pour chercher des affrontements, des affrontements de civilisation ou de religion. Cela a pu conduire également certains à faire une espèce d'amalgame absurde et contre nature entre pays arabes, islam et terrorisme. Ce que, vous le savez, la France rejette de la façon la plus déterminée. Mais, c'est un danger, il faut en être conscient et c'est aussi une raison qui justifie la lutte contre le terrorisme par tous les moyens. \

QUESTION - La lutte contre le terrorisme, la lutte aussi pour le développement pour l'amélioration de la vie, du cadre de vie des Africains. Nous avons vu, lors du Sommet France-Afrique, votre soutien au Nepad. Monsieur le Président, vous êtes un peu le porte-parole de ces Africains en Europe et dans le monde, pour qu'ils puissent premièrement, exprimer leurs besoins, mais aussi consolider le Nepad comme instrument d'une nouvelle dynamique africaine.

LE PRESIDENT - L'Afrique est dans une situation, surtout l'Afrique sub-saharienne, dramatique. Personne ne peut accepter moralement cette dérive. Il faut donc faire quelque chose, il faut donc tendre la main à l'Afrique. Il faut dire aujourd'hui que l'approche traditionnelle d'assistance est révolue, dépassée et le grand mérite de ceux qui ont conçu le Nepad a été de vouloir substituer la notion de partenariat à la notion d'assistance. Ils ont lancé cette idée, soutenu cette idée, convaincu leurs pairs. Avec les Présidents d'Afrique du Sud, du Nigeria ou du Sénégal, il y a le Président algérien, le Président Bouteflika, qui a eu un rôle extrêmement actif pour apporter à la fois de la générosité, du bon sens, de l'intelligence dans une vision moderne du partenariat entre l'Afrique et le reste du monde, et en particulier entre l'Afrique et l'Europe.

Je voudrais lui rendre hommage pour cela et il a, sans aucun doute, fait progresser fortement cette idée. Nous travaillons ensemble, autorités françaises et autorités algériennes pour donner des moyens. A Evian, au moment du G8, le Nepad et l'Afrique vont figurer au premier rang de l'agenda que la France, en tant que Président du G8 pour cette année, va mettre au point.

QUESTION - On va rester sur ce continent, mais cette fois-ci au nord du continent, le Maghreb. Des observateurs maghrébins disent qu'au moment où l'Europe se construisait, elle avait un peu plus d'affection pour l'Europe de l'est que pour le sud de la Méditerranée et beaucoup de Maghrébins pensent que la France pourrait être le porte-parole justement du Maghreb pour non seulement l'association, mais pour l'adhésion après.

LE PRESIDENT - Je voudrais tout d'abord dire que je suis très heureux de voir que vous avez

LE PRESIDENT - La construction de l'Europe, qui ne se fait pas sans difficulté et qui progresse à pas à pas, est une nécessité, notamment dans le monde multipolaire que nous voulons élaborer pour demain. Dans le même esprit il faut le dire, la construction, petit à petit, d'un Maghreb uni est également une nécessité. Ces deux grandes entités devant avoir tout naturellement une vocation à marcher la main dans la main.

Alors l'Europe s'élargit à l'Est, c'est vrai et certains ont pu en conclure qu'elle pouvait limiter son intérêt pour le Sud. Alors je vous rassure tout de suite, de ce point de vue la France est très active mais elle n'est pas seule, nos amis espagnols, portugais, italiens sont également très très attentifs au Sud. Nous avons pris toutes dispositions, notamment pour ce qui concerne les modalités de l'aide au développement, pour faire en sorte que l'élargissement à l'Est ne se fasse pas au détriment des moyens économiques et financiers que l'Europe entend affecter au Sud, c'est-à-dire, au Sud et à la Méditerranée.

QUESTION - Monsieur le Président, la France est très attentive justement au monde arabe aussi puisque la France reste l'un des rares pays qui possèdent une politique arabe. Mais certains disent, comme la politique est une interprétation en permanence, que c'est une position de principe qui répond à une doctrine de politique internationale, d'autres disent que c'est un positionnement par rapport à des intérêts. La politique française a été exprimée à maintes reprises par vous-même, à Beyrouth ou dans d'autres circonstances et dans d'autres rencontres internationales. Quels sont les principes fondamentaux de cette politique arabe, sachant l'actualité brûlante, sachant qu'il y a beaucoup de tensions dans le monde arabe ?

LE PRESIDENT - Il y a un monde arabe, il y a d'ailleurs plus largement un monde musulman, qui est une composante très importante sur le plan politique, sur le plan culturel, sur le plan économique du monde d'aujourd'hui et de demain. Il y a également un monde européen, un monde occidental. Ces deux mondes n'ont pas vocation à se faire la guerre. Ils ont vocation à travailler ensemble au bénéfice de tous les citoyens. Et donc la France est très très attentive à ce que la relation entre ces mondes soit une relation équilibrée, juste et respectueuse les uns des autres, respectueuse.

Je vous le dis, nous ne pouvons pas accepter tout ce qui peut conduire à des affrontements, au "choc des civilisations" ou au choc des cultures ou au choc des religions. Cela c'est le piège dans lequel voudrait nous entraîner un certain nombre d'intégristes ou d'extrémistes de toute nature, musulmans ou non musulmans, et c'est un grand danger. Il est donc nécessaire d'en prendre conscience et d'en tirer les conséquences. Et la conséquence la plus importante à en tirer, c'est de se respecter les uns les autres. Personne n'est détenteur de la vérité, il faut se respecter et pour se respecter, il faut dialoguer. C'est la raison pour laquelle nous mettons avant toute autre préoccupation, dans nos relations notamment avec le monde arabe, avec d'autres aussi, le dialogue, le dialogue respectueux des autres. C'est ce qui fonde notre action ou notre position en ce qui concerne le problème iraquien aujourd'hui, en ce qui concerne le problème du conflit israëlo-palestinien, en ce qui concerne plus largement nos relations avec le monde arabe.

QUESTION - Justement, Monsieur le Président, il y a une panique générale concernant la guerre contre l'Iraq mais il y a aussi une panne générale de volonté de la Communauté internationale face au drame palestinien.

LE PRESIDENT - Il est vrai qu'on s'est enfermé dans un système de peur, d'humiliation et de haine. On ne peut pas imaginer pire pour les relations entre les hommes. Et donc rien n'est plus important que d'essayer de rétablir le dialogue. Il y a de part et d'autre des hommes de bonne volonté, et des femmes de bonne volonté, mais on ne les entend pas. Rien n'est plus important que de rétablir le dialogue permettant, dans l'esprit que nous connaissons, sur la base des décisions antérieures et notamment des frontières de 1967, la création d'un Etat palestinien dans un monde arabe respectueux d'Israël et garantissant - comme les pays arabes l'ont dit très clairement au sommet de Beyrouth il y a quelques mois - garantissant la sécurité et la réalité d'Israël. C'est dans cet esprit qu'on pourra progresser et faire taire les armes, éradiquer la peur, éradiquer la haine qui aujourd'hui est évidemment la pire des solutions. C'est difficile.

QUESTION - Loin de ces tensions et de cette guerre, Monsieur le Président, je terminerai par cette question. Vous avez lancé avec le Président Bouteflika l'année de l'Algérie en France. Un

cette question. Vous avez travaillé avec le Président Bouteflika l'année de l'Algérie en France. C'est un pont supplémentaire, peut-être le plus long mais le plus riche en émotion, en culture, en échange. Cette année de l'Algérie en France se déroule d'ailleurs très très bien avec des salles ne se désempissant pas d'un grand public. Est-ce que le public, ce public-là franco-algérien et au-delà de ce public franco-algérien, pourrait voir le Président Jacques Chirac assister, dans les huit mois qui restent à cette année d'Algérie, à l'une de ses manifestations ?

LE PRESIDENT - Certainement. Nous avons eu cette idée, le Président Bouteflika et moi pour illustrer, en quelque sorte matérialiser, tout ce que nous avons en commun et notamment la richesse de nos cultures passées et présentes, leur diversité, la diversité des origines de nos cultures et la qualité de leurs expressions modernes, et passées également. Je suis très heureux parce que certains étaient pessimistes en disant : "Est-ce que ça va bien marcher ? Est-ce qu'il va y avoir un succès ? Est-ce qu'il ne va pas y avoir des critiques ?" etc. Il y a toujours ceux qui veulent décourager. C'est un triomphe, toutes les régions françaises sont concernées, plus de 200 villes françaises sont impliquées dans des manifestations. Et jusqu'ici, et cela se poursuivra, toutes ces manifestations ont connu un succès exceptionnel. Alors naturellement j'imagine qu'elles ont été toutes bien choisies et que ce sont toutes des manifestations de grande qualité. Mais enfin soyons sérieux, ce n'est pas obligatoirement vrai sur l'ensemble de ces manifestations, il doit y en avoir des très bonnes, des bonnes et des moins bonnes bien sûr, eh bien elles ont toutes autant de succès, ce qui veut dire qu'au-delà de l'intérêt culturel, qui est indiscutable, de la curiosité affectueuse que l'on ressent, il y a autre chose, il y a une volonté de dialogue, de contact, de compréhension, de se voir, de se toucher la main et ça c'est tout à fait spectaculaire car je le répète, il y a des spectacles qui, s'ils n'avaient pas été faits dans le cadre de l'année de l'Algérie en France, aurait eu probablement beaucoup moins de succès.

Il y a quelque chose de plus. Et ça c'est tout à fait significatif de ce courant qui existe certainement depuis très longtemps, et malgré les avatars de l'histoire, un courant de confiance et de sympathie entre l'Algérie et la France. Il y a quelque chose de charnel, qui fait d'ailleurs que nous avons pu nous aimer beaucoup ou nous haïr beaucoup et que tout cela est parfaitement compréhensible. Il y a quelque chose de fort entre les deux rives de notre mer commune, c'est ce qui s'exprime aujourd'hui.

Et moi, ce que je souhaite pour la paix et pour le développement, pour le respect de l'homme et de ses droits, ce que je souhaite, c'est que l'on mette l'accent sur ce qui nous unit, sans oublier ce qui a pu nous diviser naturellement, mais ça c'est l'histoire, comme nous avons pu le faire avec l'Allemagne. Et ce que je souhaite c'est qu'aujourd'hui, à partir d'aujourd'hui, nous ayons la préoccupation de nous parler, de dialoguer, de nous respecter et de mettre en exergue ce qui nous unit.

QUESTION - Merci, Monsieur le Président, et bienvenue en Algérie.

LE PRESIDENT - Merci.